

Symposium sur l'avenir du français au Canada

Université de Waterloo / University of Waterloo

18-20 novembre 2027 / November 18-20, 2027

(English follows)

Depuis une trentaine d'années, on observe, de recensement en recensement, un déclin du poids démographique de la francophonie canadienne, le Québec ne faisant pas exception à cette tendance lourde. À cela s'ajoute un ensemble de signaux sociaux, politiques et médiatiques qui confirment l'affaiblissement et peut-être la dissolution du bilinguisme comme objectif national, autant dans les services gouvernementaux que dans les environnements scolaires du niveau primaire jusqu'à l'université (Wade, 2015; Zaninetti, 2012). Dès 2009, la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) soulignait, dans un rapport sur la Loi des langues officielles, que les révisions apportées à ce cadre juridique avaient entraîné « une longue stagnation en matière de respect des obligations linguistiques » (FCFA, 2021). Il est important de noter que c'est la portée à la fois réelle et symbolique des notions de langues officielles et de minorités linguistiques, toutes deux des constructions historiques assez récentes (Garon et Lebel, 2025), qui en perdent tout leur sens, alors qu'il n'y a pas si longtemps elles servaient à soutenir un ensemble de mesures incitatives et d'institutions sociales et culturelles. Au niveau des identités citoyennes, de nombreux sociolinguistes relèvent la forte incidence de l'insécurité linguistique chez les francophones minoritaires (Boudreau, 2023; Bergeron et al., 2022), ce qui pourrait mener à un affaiblissement du français dans la sphère publique. Certains chercheurs (Melançon, 2023) évoquent d'ailleurs des structures coloniales le plus souvent occultes vécues par des communautés francophones minoritaires toujours « à la recherche d'une priorité et d'une centralité » qui leur échappent de plus en plus.

On a l'impression, sans nécessairement posséder les données probantes pour le démontrer, qu'on assiste à une redéfinition des enjeux relatifs aux frontières linguistiques et à l'avenir même du français et de la francophonie au Canada (Corbeil et al, 2023). Cette interrogation devrait toucher autant les francophones que l'ensemble de la société canadienne. Elle touche autant le français comme première langue que comme langue seconde. Ainsi, le Canada actuel est-il ouvert aux besoins et aux demandes de la communauté minoritaire? Comment ces demandes sont-elles formulées et, en amont, sont-elles définies? Quelle est sur les plans réels et représentationnel l'ouverture du Canada actuel à l'autre langue, à l'offre de meilleurs services à la minorité, à la recherche d'une qualité accrue des interactions avec cette minorité? Existe-t-il des conditions qui permettent aux institutions où la langue majoritaire est dominante de fournir certains types d'appui aux utilisateurs des communautés minoritaires? Les communautés

minoritaires ont-elles établi des relations avec les réseaux de la majorité? Les intérêts qu'ont en commun les communautés minoritaires et la majorité ont-ils été identifiés et les liens ont-ils été établis?

Le gouvernement du Québec a répondu à ces questions par un renforcement important du cadre linguistique qui pourrait donner des premiers résultats positifs. Le « Plan pour la langue française » (2024) est sans doute porteur de transformations socio culturelles. De même, la ville de Montréal adoptait, la même année, son Plan d'action en matière de valorisation de la langue française. Les modifications apportées à la loi fédérale des langues officielles en 2023 comportent également des éléments moteurs de changement dont il faudra évaluer l'impact d'ici quelques années. Certaines développements récents, induits par les gouvernements autant que par les instances associatives, sont aussi très prometteurs : l'extension des compétences du commissaire aux langues officielles dans le domaine des entreprises, l'adoption du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028, les Lignes directrices sur la formation en seconde langue officielle dans la fonction publique fédérale (2024), le Programme relatif à la prestation des services dans les langues officielles (Nouveau-Brunswick 2024-2028), les cinq éditions du programme de collaboration « Mobilisation Franco » suivant le Sommet sur le rapprochement des francophonies canadiennes en 2021 (Centre de la francophonie des Amériques) et de nombreuses autres initiatives à tous les niveaux et dans tous les ordres de grandeur.

Néanmoins, on peut observer les signes d'une certaine stagnation des institutions en dépit des efforts récents dans les domaines juridiques et des services de santé, une érosion de la langue parlée à la maison et au travail, un déclin du français langue seconde (Statistique Canada, 2023), une diminution de la recherche portant sur les communautés francophones minoritaires et de la recherche en français plus généralement, une difficulté de mobilisation, à la fois chez les francophones et dans la population canadienne plus largement, face à l'avenir incertain du français au Canada. S'ajoutent à cette liste de contraintes une importante invisibilité médiatique du français dans les médias anglophones, une dépréciation perceptible de l'enseignement du français langue seconde malgré la croissance des inscriptions dans les écoles d'immersion et un manque d'engagement public des gouvernements fédéral et provinciaux envers les objectifs formulés dans la Loi des langues officielles. Ainsi, on peut se demander de quelle façon certaines notions cruciales utilisées jusqu'ici dans l'analyse des minorités linguistiques peuvent encore aujourd'hui être utiles et de quelles façons les chercheurs et chercheuses qui s'intéressent à la francophonie canadienne peuvent se concerter pour intervenir dans leurs milieux. On peut penser aux nombreuses analyses portant sur la vitalité des communautés linguistiques, sur le territoire, sur l'autonomie, ou encore sur la recherche de la complétude institutionnelle. Ces notions sont-elles encore repérables au même degré et utiles sur le plan de la recherche? En outre, quel rôle pourraient jouer d'autres enjeux

sociétaux plus récents tels l'inclusion, la diversité, l'émancipation citoyenne, la reconnaissance et le développement culturel durable, dans toute nouvelle stratégie visant à consolider la présence tangible du français au Canada et son avenir? Sur quelles formes de recherche-action pourrait aboutir la concertation de la communauté de recherche en francophonie canadienne, qui compte de moins en moins de membres?

C'est dans ce contexte que nous croyons urgent de mobiliser tous les savoirs pertinents en vue de susciter un débat public sur l'avenir du français, sur sa place réelle au Canada et sur le futur de la recherche sur les francophonies canadiennes. Le Symposium sur l'avenir du français au Canada que nous proposons d'organiser à l'Université de Waterloo en novembre 2027 entend faciliter la mise en commun de données probantes sur l'ensemble de ces phénomènes et explorer de quelle manière il est possible d'avancer un certain nombre d'actions et de solutions concrètes. Ce colloque de haut niveau voudra aussi répondre aux appels lancés par divers organismes gouvernementaux et associations telles que l'Acfas, la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA), l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), le Commissariat aux langues officielles, et de nombreux chercheurs, analystes politiques et essayistes.

Le symposium comportera les cinq axes suivants qui, parmi d'autres, pourraient servir de bases à la réflexion des participants et participantes :

Axe linguistique

- Le déclin du français au Canada (langue parlée, langue enseignée, langue institutionnelle) est-il appuyé ou nuancé par des données probantes provenant de la recherche?
- Peut-on documenter l'érosion du sens même à donner aux notions connexes de minorités linguistiques et langues officielles?
- L'identité bilingue est-elle devenue l'apanage des seuls francophones?
- Quels sont les impacts de l'exogamie en ce qui concerne l'avenir du français au Canada?
- Quels plans d'action devraient être mis en place pour revitaliser l'enseignement du français langue seconde?
- Comment définir la place que pourraient occuper activement les locuteurs de français langue seconde (diplômés d'immersion, tout particulièrement) dans la francophonie canadienne?

Axe politique

- Quelle est l'effectivité réelle de la Loi des langues officielles chez les décideurs politiques et le public en général, même dans sa révision la plus récente?
- Peut-on évaluer l'effectivité du rôle du Commissariat aux langues officielles?
- Quelle est l'effectivité, par ailleurs, des diverses initiatives de rapprochement mises de l'avant envers les communautés franco-canadiennes?
- Comment interpréter l'avenir des minorités linguistiques en regard d'enjeux plus globaux, tels la mondialisation des cultures, les nouveaux environnements médiatiques et la montée de l'intelligence artificielle?
- Qui doit passer à l'action pour assurer l'avenir du français au Canada?

Axe arts, littérature et traduction

- Quels rôles les productions littéraires et artistiques peuvent-elles jouer dans le maintien de communautés linguistiques viables?
- Quel est la pertinence actuelle des institutions et corpus littéraires créés entre 1980 et maintenant?
- Quelles institutions et quels mécanismes peuvent favoriser l'émergence de nouveaux ou nouvelles artistes et écrivains?
- Quelles formes de traduction ou de médiation culturelle permettraient une meilleure adhésion de la majorité et une coopération entre différents groupes linguistiques?

Axe sociologique

- Quelle place doit-on accorder à la visibilité du français dans l'espace public et dans le discours politique, à sa « marque » dans l'imaginaire sociopolitique canadien?
- De quelle manière peut-on renforcer l'image et la place stratégique du français dans les universités canadiennes (anglophones et francophones)?
- Quelle est l'efficacité des notions d'inclusion, d'équité et de diversité dans le contexte qui nous occupe? Peuvent-elles servir à habiliter les groupes minoritaires et la langue elle-même auprès des anglophones et des francophones?
- La reconnaissance nécessaire des peuples et cultures autochtones a-t-elle une incidence sur la francophonie canadienne?
- Quel impact réel les initiatives en matière d'immigration francophone ont-elles?

Axe de réflexion sur la recherche

- Quel est l'avenir de la recherche sur les francophonies canadiennes minoritaires?

- Quels domaines de recherche seraient stratégiques pour soutenir le maintien et le développement du français au Canada?
- De quelles façons peut-on mobiliser une communauté de chercheurs et chercheuses en ce sens?
- Comment peut-on s'assurer de former un personnel hautement qualifié en études franco-canadiennes?

Appel de communications et modalités de participation

Les propositions de communication en français ou en anglais, d'environ 500 mots, assorties d'un titre, d'une brève présentation bio-bibliographique et de l'affiliation institutionnelle, devront être envoyées par courriel **au plus tard le 15 décembre 2026** à l'adresse suivante : **safc.sffc@gmail.com**.

Pour tout renseignement sur le symposium, prière de contacter Nicole Nolette (nicole.nolette@uwaterloo.ca) ou François Paré (fpare@uwaterloo.ca).

Après évaluation des propositions par le comité scientifique, les notifications d'acceptation seront communiquées au plus tard le lundi 1^{er} février 2027.

Les interventions n'excéderont pas 20 minutes et seront suivies de 10 minutes de discussion.

Symposium on the Future of French in Canada

Université de Waterloo / University of Waterloo

18-20 novembre 2027 / November 18-20, 2027

For over thirty years, census after census has shown a decline in the demographic weight of Francophones in Canada—with Quebec no exception to this alarming trend. Alongside these statistics, an increasing number of social, political and media signals confirm a shift away from bilingualism as a national objective, both within government services and educational environments from primary school to university (Wade, 2015; Zaninetti, 2012). A dramatic decline in the real and symbolic weight given to official languages and linguistic minorities—both concepts are relatively recent historical constructs (Garon and Lebel, 2025)—is telling, as these two objectives had served to support until recently a full gamut of incentivizing measures within social and cultural institutions. At the level of individuals, sociolinguists have noted a significant rise of linguistic insecurity among minority Francophones (Boudreau, 2023; Bergeron et al., 2022), which could lead to a decline in the use of French in the public sphere. Moreover, some researchers (Melançon, 2023) have evoked the often-hidden colonial structures under which Francophone minorities perpetually “seek a priority and centrality” that is slipping further and further from their grasp.

These conditions give the growing impression of an inflection point for the very future of the French language and of francophone communities in Canada (Corbeil et al, 2023), though there is still insufficient evidence to support this claim. A reflection on these questions today should not be limited to Francophones, as it affects Canadian society as a whole, touching upon French as a first language as well as a second language. Is the Canada we know open to the needs, requests, and claims of its minority community? How are these claims formulated and, prior to that, how are they defined? What openness does Canada currently show, both empirically and representationally, to the other language, to improving services offered, to seeking higher-quality interactions with this minority? Are institutions where the majority language is predominant able to provide support for minority community users? Have minority communities established relations with the majority’s various networks? Have interests common to both the majority communities and the linguistic minorities been identified and connections made between them?

In response to these questions, the government of Quebec has passed significant measures supporting the French language, leading to early positive outcomes. Its 2024 “Plan pour la langue française” will undoubtedly bring about a socio-cultural shift. In the same year, the City of Montreal adopted its “Plan d’action en matière de valorisation de la langue française.” Changes to the federal *Official Languages Act* in 2023 also included

drivers for change, the impacts of which will need to be assessed over the coming years. Other recent efforts by governments and community organizations show promise: for instance, the Commissioner of Official Languages' jurisdiction extended to businesses, the adoption of the Action Plan for Official Languages 2023–2028, the Guidelines on Second Official Language Training for federal workers (2024), the Program on the Provision of Official-Language Services (New Brunswick 2024-2028), the five editions of the “Mobilisation Franco” collaborative program that emerged from the Summit on the Rapprochement of Canadian Francophonies in 2021 (Centre de la francophonie des Amériques) and many other initiatives put in place at different levels and scales.

And yet, signs of institutional stagnation are evident despite recent efforts in the areas of legal services and healthcare: among them, the declining rate of French being spoken at home and at work, the decreasing enrolment numbers in French as a second language (FSL) (Statistics Canada, 2023), the scarcity of current research on Francophone communities and the decline of French-language research more broadly, as well as the struggle to mobilize Francophones and the broader Canadian population to respond to the uncertain future of the French language in Canada. These limitations are compounded by the lack of English-language media coverage of issues related to French and bilingualism, by a noticeable depreciation of FSL instruction despite stable enrolments in immersion programs, and by a lack of engagement from both the federal and provincial governments towards the objectives established in the *Official Languages Act*. Given these realities, how could some of the key notions historically used to analyze linguistic minorities in Canada be applicable today and how could researchers interested in studying Canada's francophone communities could work together to take action in their respective fields? How directly relevant are the numerous studies on the vitality of linguistic communities, on territory, on autonomy, or on the search for institutional completeness? Are these concepts still applicable to the same degree and still important for research today? Further, what role could other, more recent, social concepts such as inclusion, diversity, empowerment, sustainable cultural development and recognition play in devising new strategies to consolidate the future of the French language in Canada? What forms of research-action could the dwindling research community interested in Canada's francophone communities turn towards?

Given this context, it is more important than ever to mobilize relevant knowledge with the goal of opening a public discussion on the future of the French language in Canada, its current status in this country, and the future of research on Canada's French-speaking communities. The high-level multidisciplinary conference proposed at the University of Waterloo in November 2027 is intended to collect solid data on these questions and to explore how concrete actions and solutions could be put forward. This national Symposium on the Future of French in Canada must also be seen as a response to the recent calls made by various government organizations and associations, including

Acfas, the Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA), the Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), the Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), the Commissioner of Official Languages, and many other researchers, political analysts and essayists.

The Symposium will feature five disciplinary focus areas which will, among other purposes, serve as a basis for participants' reflections:

Linguistics and Sociolinguistics

- Does research evidence support or bring additional nuance to the decline of the French language in Canada (as a spoken, taught and institutional language)?
- Is it possible to document the erosion of the meaning afforded to the concepts of linguistic minorities and official languages?
- Has bilingualism as an identity become the unique purview of Francophones?
- What are the impacts of exogamy on the future of French in Canada?
- What action plans should be implemented to revitalize the teaching of French as a second language?
- How should we define the role that second-language speakers (especially graduates from immersion programs) can actively play within Canada's francophone communities?

Politics and public policy

- Following its most recent revision, how effective is the *Official Languages Act* for political decision-makers and the general population?
- Can the effectiveness of the role of Commissioner of Official Languages be assessed?
- Indeed, how effective are the current rapprochement initiatives among the various francophone communities?
- How can we interpret the future of linguistic minorities in the light of broader issues, like cultural globalization, new media environments, and artificial intelligence?
- Who must take action to ensure the future of the French language in Canada?

Arts, Literature and Translation

- What role can literary and artistic works play in maintaining viable linguistic communities?
- What is the current relevance of the literary corpuses and institutions created since 1980?

- What institutions and mechanisms could foster the emergence of new artists and writers?
- What forms of translation or cultural mediation could allow for greater buy-in from the majority and cooperation between different linguistic groups?

Sociology

- What importance should be given to the visibility of the French language in public settings and political discourse—or to its “brand” in Canada’s sociopolitical imagination?
- How can the image and strategic position of the French language be strengthened in Canada’s English- and French-language universities?
- How effective are the ideas of inclusion, equity and diversity in this context? Can they serve to empower minority groups and support the position of the language itself among Anglophones and Francophones?
- Does the much-needed recognition given to Indigenous peoples and cultures have an incidence on Canada’s francophone communities?
- What impact do Francophone-focused immigration measures actually have?

Reflection on Research

- What is the future of research on minority-context francophone communities in Canada?
- What fields of research have a strategic role to play in supporting the maintenance and development of French in Canada?
- How can we mobilize a community of researchers in service of this goal?
- How can we foster the training of French language and bilingual highly qualified personnel?

Call for proposals

A 500-word abstract in either French or English must be submitted **before December 15, 2026** at the latest. Proposals, including a title, a short bio-bibliographical note, and the applicant's affiliation should be sent to **safc.sffc@gmail.com**.

For further information on the Symposium, please contact Nicole Nolette (nicole.nolette@uwaterloo.ca) or François Paré (fpare@uwaterloo.ca).

After evaluation by the scientific committee, letters of acceptance will be sent to participants prior to February 1st, 2027.